

LES FÉDÉRALES SE PRÉPARENT

« NICOLAS MARADAN

Conseil national ➤ Les calculs n'ont pas encore eu le temps de refroidir depuis les élections cantonales de novembre dernier que, déjà, le monde politique songe aux fédérales du 22 octobre 2023. Evidemment, il reste encore près d'une année et demie avant le renouvellement des effectifs du Conseil national et du Conseil des Etats. Et l'heure n'est pas encore aux annonces ni aux certitudes. Mais, petit à petit, les partis se mettent en mouvement et commencent à esquisser leurs stratégies. *La Liberté* pose le décor, en débutant par la Chambre basse.

Première observation: un seul des sept conseillers nationaux fribourgeois actuellement en poste ne se représentera pas, en l'occurrence le libéral-ard Jacques Bourgeois, élu pour la première fois en 2007. Les six autres devraient a priori être sur les rangs pour un mandat supplémentaire. Pour autant, ce scrutin n'aura rien d'une formalité. Et les plus vulnérables seront certainement les deux partis qui occupent aujourd'hui deux fauteuils chacun à la Chambre du peuple, à savoir le Centre et le Parti socialiste. En effet, tous deux avaient déjà perdu des plumes en 2019, l'ex-PDC passant de 22,7% à 17,8% des suffrages (soit une dégringolade de 4,9 points) et le PS de 24,2% à 21,2% (-3 points). Et les deux ont également perdu un siège au Conseil d'Etat lors des élections cantonales de l'automne dernier.

A gauche, les socialistes devront notamment composer avec des alliés écologistes prenant toujours plus de place. Et la perspective pour les Verts de décrocher un deuxième siège aux dépens du parti à la rose n'est pas totalement exclue. Tout dépendra des candidats qui accompagneront le sortant Gerhard Andrey sur la liste. Toutefois, pas dit que Mirjam Ballmer, première des veniens-ensuite il y a trois ans, soit de la partie. Elle a en effet été portée au Conseil communal de la ville de Fribourg l'an dernier. Et les deux mandats semblent difficilement compatibles.

Laver l'affront de 2019

A droite, le Centre devra tempérer les ardeurs des libéraux-radicaux, pour qui la perspective d'un deuxième siège n'est pas utopique. La députée Nadine

Gobet, première des veniens-ensuite, n'a toutefois pas encore décidé si elle sera candidate. Elle paraît en tout cas être la meilleure chance du PLR.

Par ailleurs, l'UDC voudra certainement laver l'affront de la non-réélection de son champion Jean-François Rime lors des dernières élections fédérales. Pour cela, les démocrates du centre pourront compter sur l'agriculteur glânois Pierre-André Page, meilleur élu fribourgeois en 2019. Et pour récupérer le deuxième mandat perdu il y a trois ans, le nom de Nicolas Kolly, chef de groupe au Grand Conseil, revient souvent.

Mais il ne faut pas oublier que, face aux velléités affichées ou non des Verts, du PLR et de l'UDC de doubler leur représentation à Berne, les socialistes et les centristes ont également des atouts à faire valoir. Chacune de

ces formations pourra en effet compter sur ses deux sortantes: Christine Bulliard-Marbach et Marie-France Roth Pasquier pour le Centre, Valérie Pillier Carrard et Ursula Schneider Schüttel pour le PS. Même si, dans une élection proportionnelle, la prime au sortant joue évidemment un rôle légèrement moindre.

Les petits partis tiendront à nouveau le rôle de faiseurs de rois

Le Centre cherchera également à renouveler la tactique qui avait assuré son succès en 2019, c'est-à-dire s'allier à un maximum de petits partis. A l'époque, l'ancien PDC avait réussi un joli coup en concluant des apparentements avec le Parti bourgeois-démocratique (PBD), le Parti vert libéral (PVL) et même le Parti évangélique (PEV), autrefois allié de la gauche. Un apport non négligeable, les vert'libéraux ayant par exemple engrangé quelque 5,4% des voix.

Qu'en sera-t-il l'année prochaine? S'il a désormais absorbé le PBD, le Centre saura-t-il à nouveau séduire le PEV et le PVL? Chez les évangéliques, aucune décision n'a encore été prise. Le soutien des vert'libéraux n'est pas non plus acquis, sachant que ces derniers siègent désormais aux côtés du PLR au sein du Grand Conseil. Mais la section fribourgeoise n'aura

probablement pas son mot à dire. C'est en effet au niveau national que le PVL décidera des alliances qui seront nouées en vue du renouvellement de l'Assemblée fédérale.

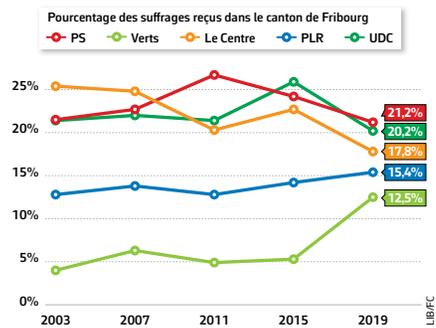
Ce qui est certain, c'est que les petits partis tiendront à nouveau le rôle de faiseurs de rois. Si par exemple les Vert'libéraux venaient à délaissé le Centre pour le PLR, les sièges de Christine Bulliard-Marbach ou Marie-France Roth Pasquier pourraient être menacés.

Large alliance à droite?

Reste un autre scénario, peut-être pas si farfelu. Et si la droite décidait d'un large apparentement réunissant le Centre, le PVL, le PLR et l'UDC? Après tout, c'est ce que fait la gauche depuis des années. Et les partis bourgeois se sont unis avec succès dans la course au Conseil d'Etat l'automne dernier. Mais l'attribution des places au Conseil national se joue selon le mode proportionnel. Une arithmétique électorale bien différente de celle d'une élection majoritaire.

En cas d'apparement à très large échelle, tous les suffrages seraient en quelque sorte versés dans un pot commun, ce qui rebattrait complètement les cartes. PLR et UDC seraient certainement les partis qui auraient le plus à gagner. Mais il faut relever qu'au regard des scores de 2019, une telle configuration n'aurait alors pas permis à la droite de gagner un siège de plus. Pour l'heure, toutefois, rien n'est encore décidé. Les discussions viennent à peine de commencer. »

FORCES POLITIQUES AU CONSEIL NATIONAL



LA GAUCHE VEUT PRENDRE SA REVANCHE

Conseil des Etats ➤ Les sénatrices Johanna Gapany et Isabelle Chassot repartent pour un tour. Sauf si...

Johanna Gapany (plr) et Isabelle Chassot (le centre) vont se représenter en 2023 et semblent bien installées dans leur fauteuil de sénatrice. La première a créé la surprise en 2019, en évinçant le sortant Beat Vonlanthen. Depuis, elle a encore pris du galon en accédant à la vice-présidence du PLR suisse. Un mandat qui lui offre une présence régulière dans les médias.

Isabelle Chassot a fait son retour fracassant en politique en septembre dernier, lors de l'élection complémentaire pour succéder au socialiste Christian Levrat. Elle s'en est sortie haut la main face à Carl-Alex Ridoré, le devançant dans toutes les communes du canton. Mais une élection n'est jamais jouée d'avance. Tous les partis vont présenter des candidats car la course au Conseil des

Etats, la reine des batailles au niveau fédéral, offre une meilleure visibilité. C'est l'occasion de profiler la relève, de promouvoir la liste pour le Conseil national, de défendre un programme. En 2019, ils étaient ainsi dix sur la ligne de départ.

Et le tandem en place n'est pas sans faille, ce qui laisse quelques espoirs aux prétendants. Le Parti socialiste veut prendre sa revanche et n'aura de cesse de réclamer une meilleure représentativité de la population à la Chambre des cantons. La formule magique à la fribourgeoise, avec un élu de gauche et un de droite, a en effet été plébiscitée depuis l'élection au Conseil des Etats d'Alain Berset en 2003, avant de voler en éclats au départ de Christian Levrat.

L'actuel duo laisse également sur le carreau les germanophones du canton qui ont pris l'habitude, depuis 1979, d'occuper un des deux sièges fribourgeois au Conseil des Etats. La question linguistique va ainsi immanquablement

ressurgir durant la campagne. Mais pour évincer une sortante, encore faut-il présenter une candidature solide. La conseillère nationale socialiste Valérie Pillier Carrard avait décliné l'invitation à se présenter pour succéder à Christian Levrat. Et elle a échoué deux fois à l'élection au Conseil d'Etat. Sa collègue sous la Coupole, Ursula Schneider Schüttel, était candidate à la candidature, mais son parti lui a préféré Carl-Alex Ridoré. Ce dernier n'exclut pas de revenir aux affaires. Sa défaite cinglante en septembre dernier n'est cependant pas de bon augure.

Le PS a d'autres cartes en main. Le conseiller d'Etat Jean-François Steiert et son frère Thierry Steiert, syndic de Fribourg, ont l'avantage de représenter à la fois la gauche et les Alémaniques. Voudront-ils se lancer dans une compétition à l'issue incertaine? Les socialistes pourraient aussi privilégier une candidature

féminine, qui incarne la relève. La présidente Alizée Rey a prouvé qu'elle ne faisait pas de la figuration sur une liste en terminant sixième au premier tour de l'élection au Conseil d'Etat en novembre dernier, avant de se retirer. Mais à gauche, une autre personnalité se profile pour jouer le trouble-fête. Elu au Conseil national en 2019, le vété Gerhard Andrey est régulièrement cité. Ecologiste, entrepreneur, Alémanique, il peut séduire au-delà de l'électorat de gauche.

Il faudra également compter avec l'UDC, qui n'entend pas se ranger d'embellie derrière un ticket «Gapany-Chassot». Le conseiller national Pierre-André Page pourrait remettre ça. A moins que les agrariens choisissent de miser sur la jeunesse ou de propulser sur l'affiche un de leurs candidats pour le Conseil national, afin d'augmenter ses chances. Pour les deux sortantes, la campagne ne sera ainsi pas un long fleuve tranquille. »

MAGALIE GOUMAZ



A peine les élections cantonales passées, l

CONSEIL NATIONAL



JACQUES BOURGEOIS
PLR, 64 ans, Sarine.
Elu en 2007.



CHRISTINE BULLIARD-MARBACH
Centre, 62 ans, Singine.
Elu en 2011.



VALÉRIE PILLIER CARRARD
PS, 43 ans, Broye.
Elu en 2011.



URSULA SCHNEIDER SCHÜTTEL
PS, 60 ans, Lac.
Vient-ensuite en 2012,
puis à nouveau en 2017.



PIERRE-ANDRÉ PAGE
UDC, 62 ans, Glâne.
Elu en 2015.



GERHARD ANDREY
Vert, 46 ans, Sarine.
Elu en 2019.



MARIE-FRANCE ROTH PASQUIER
Centre, 54 ans, Gruyère.
Elu en 2019.

CONSEIL DES ÉTATS



JOHANNA GAPANY
PLR, 33 ans, Gruyère.
Elu en 2019.



ISABELLE CHASSOT
Centre, 57 ans, Sarine.
Elu en 2021.

